

**SUITE À LA RÉUNION NATIONALE DES COMITÉS NPA...
IL EST URGENT D'AMPLIFIER LE COMBAT POUR UN PARTI
RÉELLEMENT UTILE À LA LUTTE DE CLASSE, CLAIREMENT
RÉVOLUTIONNAIRE ET VRAIMENT DÉMOCRATIQUE !**

Le Groupe CRI se réjouit du succès relatif, mais réel, qu'a rencontré la coordination nationale des comités d'initiative pour un Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), tenue à Saint-Denis les 28-29 juin. Même si l'objectif de 1000 délégués fixé par la direction nationale de la LCR n'a pas été atteint, près de 800 délégués, représentant plus de 300 comités, se sont réunis. Cela a permis de dresser un premier bilan des comités, de leur dynamique vivante et multiforme, des discussions et contradictions qui les traversent, des orientations diverses qu'ils proposent, des axes et des démarches défendues par les organisations constituées parties prenantes du processus (différentes fractions de la LCR, Gauche alternative [ex-coordination nationale des collectifs anti-libéraux], Fraction de LO, GR, CRI...). Il est apparu clairement que des milliers de militants, de travailleurs et de jeunes participant aux comités, et une partie significative des délégués présents, cherchent la voie de l'anticapitalisme cohérent et conséquent, c'est-à-dire révolutionnaire. En ce sens, disons d'emblée que, compte tenu de la crise actuelle du mouvement ouvrier en général et de la sclérose durable de l'« extrême gauche », la réunion nationale a été un événement important.

Une dynamique prometteuse... mais une préparation et un déroulement de la réunion trop peu démocratiques

Cependant, on ne peut qu'être préoccupé par la façon dont la direction nationale de la LCR a décidé d'organiser cette réunion. Car la méthode employée ne pouvait par elle-même donner que des résultats limités, voire très limités si on les compare aux potentialités extrêmement prometteuses d'une réunion de 700 délégués de comités décidant de construire un nouveau parti anticapitaliste :

1) En amont, la LCR n'avait pas préconisé l'établissement de mandats clairs dans chaque comité pour les différents points à l'ordre du jour, et s'y était parfois opposée frontalement. Or l'élaboration de mandats clairs, intégrant naturellement les points restant en débat, était la meilleure façon de politiser au maximum la préparation de la réunion nationale, de permettre aux participants de s'investir pleinement dans la première phase d'élaboration programmatique, fût-elle provisoire, du nouveau parti¹. Il en a résulté que, hormis le compte-rendu factuel de l'activité des comités et, dans un certain nombre de cas, de leurs débats, beaucoup de délégués ne défendaient pas des positions clairement définies à la base.

2) À l'entrée de la réunion, les délégués se sont vu remettre une brochure contenant diverses contributions d'organisations (LCR, Fraction de LO, Collectif unitaire antilibéral...), de « personnalités » et de comités NPA locaux ou départementaux. Cependant, les textes rassemblés ont été sélectionnés par la direction de la LCR, alors qu'il aurait fallu, par souci de démocratie et de transparence, que toutes les contributions soient accessibles à tous. En particulier, la contribution du Groupe CRI n'a pas été retenue, d'ailleurs sans la moindre explication².

3) Durant la réunion elle-même, les organisateurs ont décidé qu'il n'y aurait aucun vote, préconisant le « consensus ». Or, par nature, le prétendu « consensus » ne peut aboutir qu'à un accord minimaliste, au détriment de la règle démocratique élémentaire de la majorité, donc aux dépens de la dynamique réelle des débats. En l'occurrence, cela a conduit à des procédures caricaturales où, après avoir écouté les interventions des délégués, le président LCR de chaque commission décidait seul des propositions et autres amendements retenus, supposés faire consensus ! De plus, la plupart des commissions n'ont pas rendu compte de leurs travaux en séance plénière et les rapports de celles qui l'ont fait n'ont pas pu être discutés, encore moins votés !

4) Même durant la séance plénière du premier jour, consacrée à l'expression des délégués, non seulement le temps de parole de 5 minutes initialement prévu pour chacun a été réduit à 4 minutes, mais en outre une vingtaine de délégués qui s'étaient inscrits pour prendre la parole n'ont pas pu le faire ! La direction de la LCR a invoqué le manque de temps pour sélectionner ceux à qui elle décidait de donner la parole. Cette décision — sans doute unique dans une réunion de délégués du mouvement ouvrier inscrits dans les règles — est très problématique car elle implique nécessairement des critères arbitraires de sélection et porte directement atteinte à l'égalité des délégués et des comités. Il n'est pas possible qu'une organisation expérimentée comme la LCR ne sache pas gérer le déroulement d'une réunion nationale. L'objectif ambitieux de 1000 délégués devait impliquer des mesures d'organisation permettant à tous ceux qui le souhaitaient de s'exprimer. Des solutions à la fois efficaces et démocratiques doivent être trouvées pour la prochaine réunion nationale et pour le congrès de fondation : respect des horaires annoncées, prolongement de la réunion au-delà de midi le deuxième jour, répartition égale du temps de parole disponible entre tous les inscrits.

¹ C'est le principe de tels mandats qu'ont défendu les militants CRI dans les comités où ils interviennent. Cf. notamment les mandats des comités des Universités de Tolbiac et de Rouen Mont-saint-Aignan, ainsi que le projet de mandat présenté (avant leur exclusion...) par les militants CRI pour le comité de Paris 5^e-13^e, sur le site <http://groupecri.free.fr/search.php?keyword=NPA>

² Disponible sur le site <http://groupecri.free.fr/article.php?id=509>

5) Enfin, la désignation du Comité national d'animation provisoire est elle aussi problématique, puisqu'elle a été décidée par la seule LCR. De plus, si les noms des militants retenus ont été énoncés en séance plénière, il n'a même pas été avoué que certains candidats avaient été refusés — en tout cas la candidature d'une militante CRI —, là aussi sans débat et sans vote³...

Ces méthodes décidées par la direction de la LCR sont donc préoccupantes, car elles ont limité le débat, voire l'ont canalisé dans un sens soit prédéfini, soit résultant de compromis plus ou moins opaques, en tout cas bien plus « droitier » que ce qu'aurait certainement donné une méthode démocratique de discussion et d'élaboration.

Sur les points positifs fondamentaux et les limites importantes de l'Appel issu de la réunion nationale

Des différentes commissions sont sorties des décisions plus ou moins importantes. Mais la principale est l'« Appel de la coordination nationale des comités d'initiative pour un nouveau parti anticapitaliste ». Ce texte contient un certain nombre de points fondamentaux positifs, qui confirment l'importance du processus NPA et l'utilité, pour les travailleurs, les jeunes et les groupes constitués, d'y participer. Cependant, il est limité par plusieurs passages contestables et surtout par d'importantes lacunes. La première coordination nationale n'étant pas un congrès, mais une réunion d'étape, son appel ne pouvait certes pas proposer un programme achevé ; cependant, en raison de la méthode adoptée pour la préparation et le déroulement de la réunion nationale, il est non seulement en deçà de l'Appel du congrès national de la LCR pour le NPA (sans que ce soit une nécessité résultant d'un débat), mais surtout en deçà des potentialités de la réunion, si l'on en juge par les interventions des délégués et, plus profondément, par la dynamique et les débats des comités de base, qui auraient dû conduire à des mandats précis.

Une perspective historique globale anticapitaliste... mais trop floue

L'Appel constate à juste titre que des milliers de travailleurs et de jeunes ont aujourd'hui conscience du fait qu'« on ne peut plus laisser faire un système capitaliste mondialisé qui conduit le monde dans le mur ! Entré dans une crise économique, financière, énergétique, alimentaire dont nul ne peut prédire les conséquences, ce système met plus que jamais la seule recherche du profit au centre de ses décisions au mépris de millions de vies. Les grands équilibres écologiques sont menacés. Parce qu'il est à la source du problème, le capitalisme (...) est incapable d'y apporter une solution. » — Cependant, il est regrettable que cette orientation clairement anti-capitaliste soit surtout négative et ne propose pas une alternative claire au capitalisme. En effet, beaucoup de travailleurs et de jeunes savent bien que le capitalisme est un système néfaste... Mais le problème historique fondamental auquel nous sommes confrontés, c'est celui de l'absence d'une alternative globale à la fois réaliste et porteuse d'espoir. Seule une telle perspective historique sera capable de nourrir les luttes petites et grandes et de susciter un engagement politique enthousiaste. Or, sur cette question décisive, l'Appel se contente de dire que, « pour changer le monde, il nous faut un parti qui se bat jusqu'au bout contre le système, pour la transformation révolutionnaire de la société. Avec la mémoire des expériences passées, nous allons élaborer ensemble, en prenant le temps du débat, une nouvelle perspective socialiste démocratique pour le 21^e siècle. (...) En finir avec la dictature que le capital impose à l'économie et à la société toute entière, pour construire la démocratie la plus large que l'humanité ait jamais connu[e], où la "main invisible du marché" sera remplacée par des décisions collectives. » Le texte ne fixe donc pas l'objectif final d'une société sans classes et sans États, communiste, seule capable d'assurer l'égalité, la liberté et l'épanouissement de tous les individus. Il ne dit pas que, pour mettre fin au capitalisme, les travailleurs devront commencer par exproprier les capitalistes pour s'approprier les unités de production. Il ne soutient pas que, pour exproprier les capitalistes, il faudra conquérir le pouvoir politique, détruire l'État bourgeois (et, au niveau international, l'Union européenne, le FMI, l'ONU, etc.) et l'exercer collectivement pour briser la résistance inévitable des capitalistes... Bref, le texte reste bien trop vague et ne peut donc pas répondre aux questions que se posent des dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes quant à la possibilité d'en finir réellement ou non avec le capitalisme, ses États et ses institutions.

Une condamnation des régimes staliniens indispensable... mais bien trop vague

De même, quand l'Appel précise que « nous n'avons pas de modèle, et surtout pas les régimes prétendument "communistes" du siècle dernier », il en dit trop ou trop peu : sans définir une seule fois le mot « communisme », et sans l'utiliser de façon positive, il se contente d'affirmer que les régimes qui s'en sont réclamés ne l'étaient pas... mais sans même dire pourquoi (hormis une allusion implicite au fait qu'ils auraient été « productivistes » comme le capitalisme, ce qui ne veut pas dire grand-chose, car tout dépend de ce que l'on produit, pour qui et comment) ! Or de deux choses l'une : ou bien l'on estime que le débat au sein des comités NPA n'a pas encore eu lieu sur cette question fondamentale, et alors la réunion nationale n'a pas à se prononcer à ce stade ; ou bien l'on décide de délimiter

³ A cela s'ajoute le refus de la direction nationale de la LCR de faire élire une commission de contrôle durant la réunion nationale pour traiter le recours demandé par les militants CRI injustement exclus du comité NPA de Paris 5^e-13^e. Sur cette question et l'ensemble des documents relatifs à cette affaire d'exclusion antidémocratique et scandaleuse, cf. le site <http://groupecri.free.fr> — Ajoutons seulement ici qu'il n'est pas crédible de réaffirmer côté jardin, comme le fait l'appel de la réunion nationale, qu'il s'agit de se « rassembler », de construire un « outil pluraliste et démocratique » et même de « regrouper nos forces dans un parti qui ne lâche rien, n'abandonne personne »... et, côté cour, d'exclure, de faire exclure ou de cautionner l'exclusion antidémocratique de militants communistes révolutionnaires internationalistes qui se contentent de défendre leurs analyses et propositions dans le cadre du NPA et de l'ordre du jour collectivement défini des réunions !

d'emblée le programme du futur parti en condamnant clairement les « régimes prétendument communistes », dans la mesure où ils représentent effectivement des obstacles majeurs au renouveau de la perspective authentiquement communiste, mais alors il faut se donner les moyens de convaincre les travailleurs, y compris les militants rompant avec le PCF. De fait, il faudra à notre avis que le débat se mène démocratiquement dans le cadre du processus NPA et que l'objectif clair du communisme soit défini en opposition ouverte avec le stalinisme et ses avatars (maoïsme, castrisme, etc.), contre les régimes bureaucratiques, contre-révolutionnaires, qui ont souillé l'idée même de communisme en liquidant des centaines de milliers de militant ouvrier, en empêchant toute démocratie ouvrière (conseils) tant au niveau politique qu'économique, en détournant l'étatisation des moyens de production et le principe de la planification au profit de l'enrichissement privé d'une bureaucratie parasitaire et d'une logique économique déconnectée des besoins des masses et de l'objectif international du véritable socialisme...

Un Appel aux travailleurs et aux exploités... mais rien sur la centralité prolétarienne et la lutte de classe

Flou sur les perspectives programmatiques, le texte l'est aussi, logiquement, sur les forces sociales qui les défendront et les réaliseront : il parle certes, quoique non centralement, de « travailleurs » et d'« exploités », mais pas une seule fois n'apparaissent les mots « prolétariat », « classe ouvrière », « lutte de classe » ou même « classe » tout court ! Dès lors, les termes de « travailleurs » et « exploités » restent vagues, puisqu'ils incluent aussi bien des secteurs de la petite bourgeoisie que les fractions supérieures du salariat et les prolétaires proprement dit. Or, s'il est vrai que toutes les catégories de travailleurs et d'exploités ont historiquement intérêt à en finir avec le capitalisme, seul le prolétariat au sens strict du terme (la classe des travailleurs salariés du capital, ouvriers ou employés, manuels ou intellectuels, non qualifiés ou qualifiés, travaillant dans les entreprises privées ou nationales, qui ne possèdent pas les moyens de production et doivent donc vendre leur force de travail pour vivre) a intérêt à mener ce combat jusqu'au bout. Et seul il peut le faire car, par sa place dans les rapports de production, il a la puissance de bloquer l'économie. C'est donc lui qui doit être au centre des préoccupations d'un parti anticapitaliste cohérent et conséquent, et lui qui devra diriger le processus révolutionnaire en entraînant les autres catégories de travailleurs, d'exploités et d'opprimés.

Une condamnation nécessaire de Bush... mais presque rien sur l'impérialisme français

On lit dans le texte que « la guerre "sans limites" décrétée par Bush et ses alliés dont la France, étend ses horreurs à travers le monde ». C'est indéniable, et cela est reconnu bien au-delà des militants anticapitalistes. Mais, d'une part, le lancement de la campagne présidentielle aux États-Unis rend nécessaire de préciser que Bush ne représente lui-même que les intérêts de l'impérialisme US, et que Obama ne mènera pas une politique essentiellement différente s'il est élu. D'autre part, il est préoccupant que le texte ne dénonce pas de façon plus précise l'impérialisme français, qui est *l'ennemi principal* des travailleurs et des jeunes — français et immigrés — vivant ici. Un parti des travailleurs anticapitaliste cohérent et conséquent doit mettre au centre de son combat internationaliste la dénonciation de l'État français qui, dirigé par des gouvernements de droite ou de gauche, envoie son armée « maintenir l'ordre » impérialiste et néo-colonial en Afghanistan, au Liban, en Afrique, etc., participe au pillage des pays dominés par le système de la prétendue « dette » et soutient activement les grandes entreprises françaises qui pillent ces pays et surexploitent leurs populations, notamment en Afrique, avec le soutien de « la France » aux pires dictatures.

Une condamnation de Sarkozy et du MEDEF... mais rien sur les gouvernements PS-PCF

En ce qui concerne la situation intérieure, le texte part à juste titre de la conjoncture en rappelant que « Sarkozy et le Medef multiplient les attaques qui traduisent l'arrogance des puissants. Rarement la politique de la droite a été aussi ouvertement agressive envers l'immense majorité de la population. Rarement les possédants, les actionnaires, le patronat se sont montrés aussi avides de profits au mépris du bien-être élémentaire des populations. Oui, l'exaspération est partout, contre la mise en cause des acquis, des solidarités, des services publics, la difficulté à "joindre les deux bouts", contre la dégradation des conditions de vie et de logement, le racisme et les discriminations, les politiques sécuritaires... » — Cependant, le texte ne précise pas le fait essentiel que cette politique de Sarkozy, aggravant indéniablement et même qualitativement celle menée par ses prédécesseurs, a été préparée par ceux-ci, c'est-à-dire par les gouvernements de droite et de gauche (PS-PCF-Verts) des vingt-sept dernières années. *A fortiori*, il ne souligne pas que cette politique continue au service du patronat et contre les acquis sociaux est le produit inévitable de la soumission au capitalisme qui définit le réformisme. Il ne permet donc pas aux travailleurs de comprendre qu'une orientation alternative, réellement anticapitaliste, ne saurait être que révolutionnaire.

Un refus déterminant du « dialogue social » et des « journées saucissonnées »... mais une critique trop rapide et donc sans perspective des directions syndicales

Au sujet des enjeux immédiats de la lutte de classe, le texte a parfaitement raison de dire qu'« il ne faut pas gaspiller les potentialités de cette exaspération en se prêtant au jeu de dupes du "dialogue social" avec le gouvernement, par la division, les journées de grève saucissonnées, secteur après secteur. » — Cependant, il ne nomme jamais les directions syndicales : pourquoi ne pas dire explicitement que, aujourd'hui plus que jamais, toutes les directions des grandes organisations syndicales se prêtent justement à ce « jeu de dupes » et appellent à ces « journées d'action » (même pas forcément de grève !) dispersées et sans lendemain ? Pourquoi ne pas avoir repris au moins l'analyse faite

par la commission « entreprises » de la réunion nationale, selon laquelle « *les syndicats ont une forte inertie et partagent pour une part le projet du gouvernement (accord sur la représentativité signé conjointement par la CGT, la CFDT et le MEDEF)* » ? Pourquoi ne pas avoir repris le constat dressé par cette même commission, soulignant qu'« *une première constatation de la part des salariés présents est la compromission des bureaucrates ou leaders syndicaux (notamment la CGT) avec le patronat* » ? Pourquoi ne pas dénoncer également son pendant dans la Fonction publique, l'accord sur le dialogue social du 2 juin, signé par la CGT, la CFDT, la FSU (avec l'appui de la tendance École Émancipé, où la LCR joue un rôle décisif⁴) et même Solidaires ? — C'est de ces différents points qu'il est urgent de discuter dans les comités NPA si l'on veut qu'ils deviennent réellement des instruments aidant les militants syndicaux et plus généralement les travailleurs à comprendre et à surmonter les obstacles dressés par les bureaucrates devant leurs combats. Il faut en particulier avancer vers la constitution d'un courant intersyndical de lutte de classe (incluant la question très problématique de la tendance École émancipée dans la FSU) : c'est une responsabilité majeure des militants NPA que d'y œuvrer dès maintenant.

Un axe d'intervention pour les luttes nécessaire... mais très insuffisant et non concret

Quant à l'alternative proposée à cette politique de collaboration de classe, le texte dit : « *Ici et maintenant, nous pouvons réagir ! Un "tous ensemble" déterminé et unitaire, la généralisation des luttes et des grèves, voilà ce qu'il faut pour battre le gouvernement et ses contre-réformes !* » — C'est très juste, mais trop sommaire pour être concret. Il faut au contraire expliquer aux travailleurs que la « généralisation des luttes et des grèves », si elle n'est qu'une multiplication, ne suffira pas à vaincre le gouvernement, qu'il faut pour cela défendre dans chaque lutte la perspective de la grève générale, tous ensemble et en même temps, jusqu'à satisfaction des revendications mises en avant par les travailleurs eux-mêmes. Pour cela, la dénonciation publique et systématique de la stratégie des directions syndicales est indispensable. Pour convaincre les centaines de milliers de travailleurs qui suivent leurs appels en leur faisant encore plus ou moins confiance, une tactique d'interpellation et de pression multiforme à leur égard doit en même temps être mise en œuvre. Et surtout, l'axe de l'auto-organisation des travailleurs (comités d'action, AG, comités de grève, et dès que possible leur fédération à tous les niveaux par des délégués élus, mandatés et révocables) doit structurer toute l'intervention concertée des militants NPA dans la lutte de classe⁵.

Un refus clair de gouverner avec le PS... mais des formules très insuffisantes quant au principe de gouverner dans le cadre de l'État bourgeois

En ce qui concerne la perspective politique à plus long terme, le texte affirme à juste titre qu'« *il n'est pas possible de rassembler dans un même parti ceux qui veulent en finir avec le capitalisme et ceux qui s'en accommodent. Il n'est pas possible de rassembler dans un même gouvernement ceux qui défendent les droits des travailleurs et ceux qui défendent le pouvoir des actionnaires, ceux qui veulent rompre avec les politiques libérales et ceux qui les mettent en pratique, ceux qui veulent construire une Europe des travailleurs et les plus zélés artisans de l'Europe de la libre concurrence et du profit. C'est pourquoi nous voulons un parti totalement indépendant du Parti socialiste, un parti qui défende jusqu'au bout les intérêts de tous les exploité(e)s* ». — Cependant, pour construire un parti qui soit réellement un instrument de conquête du pouvoir politique par les travailleurs, il ne suffit pas de dire avec qui on ne veut pas gouverner. Pour être crédibles, il faut impérativement dire qu'il n'est pas possible de gouverner non seulement avec les suppôts des « actionnaires », les partisans des « politiques libérales » et les « plus zélés artisans de l'Europe de la libre concurrence », mais plus généralement avec les suppôts des *capitalistes en général*, les partisans des *politiques capitalistes en général* (fussent-elles non « libérales », mais par exemple keynésiennes, pour autant que cela redevienne acceptable un jour pour la bourgeoisie !) et les partisans même moins « zélés » d'une quelconque Europe capitaliste ! Bref, il est impératif de dire clairement que jamais le futur NPA ne participera à un gouvernement (ou ne soutiendra un gouvernement) qui se constituerait dans le cadre de l'État capitaliste. Car tout refus réformiste de la logique d'une révolution politique comme moyen de la révolution sociale conduit nécessairement soit à la défaite (comme Allende au Chili), soit à accepter le cadre de l'État bourgeois et par là même du capitalisme (comme les gouvernements PS-PCF en France).

Une réaffirmation indispensable de l'indépendance à l'égard du PS... mais une promotion du vocable parlementaire-bourgeois de « gauche » et rien sur le PCF

En ce qui concerne la délimitation du futur NPA par rapport aux autres partis, le texte rappelle certes qu'il sera « totalement indépendant du Parti socialiste », mais il se revendique de la « gauche », reprenant à son compte cette catégorie floue du parlementarisme bourgeois, qui concerne historiquement aussi bien des partis du mouvement ouvrier (SFIO, PCF) que des partis purement et simplement bourgeois (parti radical classique, actuels PS, Verts, PRG ou MRC). De fait, le texte s'adresse aux « écologistes » et aux « antilibéraux » en tant que tels, alors que ces courants

⁴ Cf. <http://courantintersyndical.free.fr/post.php?ID=342>

⁵ Sur cette question de l'axe revendicatif et méthodologique d'intervention dans la lutte de classe, cf. les propositions que le Groupe CRI avait faites à la fin de sa Contribution pour la réunion nationale, publiée fin mai : <http://groupecri.free.fr/article.php?id=509>

ne se réclament pas du socialisme ou même du mouvement ouvrier, et même pas de l'anticapitalisme (ou alors le vocable d' « antilibéralisme » n'aurait aucun sens ; or il en a bien un !). Il se confirme ainsi que les contours de classe du futur NPA, tels que les définit ce texte, ne sont pas bien clairs. — Quant au PCF, pourquoi ne pas dire que le NPA devra en être tout autant indépendant que du PS, alors que l'ex-parti stalinien a participé directement à plusieurs gouvernements du PS, contribuant directement à la mise en œuvre de leur politique réactionnaire, quand il ne se contentait pas de la soutenir au Parlement ? La délimitation à l'égard du PCF est décisive non seulement pour que le cadre du NPA soit clair, mais aussi pour convaincre des militants ou ex-militants du PCF que leur parti est bien trop incrusté dans le système pour pouvoir être redressé, remis sur les rails de la lutte de classe. Il ne sert à rien de manœuvrer ou de prétendre ménager les susceptibilités : tant que les militants de lutte que compte encore le PCF n'iront pas jusqu'au bout de leurs réserves et de leurs critiques à l'égard de la direction du PCF en comprenant que c'est leur parti lui-même qui est pourri et irrécupérable, ils ne rejoindront pas le processus NPA !

Positions et propositions du Groupe CRI

Du point de vue des communistes révolutionnaires internationalistes, l'Appel de la première coordination nationale des comités d'initiative pour le NPA, principal résultat de cette réunion, est donc mitigé. Si ses points positifs importants justifient amplement la participation active au processus, ses limites et ses ambiguïtés vérifient plus que jamais la démarche que le Groupe CRI a choisi d'adopter. Défendue publiquement et constamment depuis la lettre du 18 juillet 2007 du Groupe CRI à la LCR, cette démarche peut être résumée de la façon suivante :

1) dans le contexte de crise générale extrêmement profonde du mouvement ouvrier et de la conscience de classe, nous considérons comme positive la décision de la LCR d'ouvrir le débat pour un nouveau parti anticapitaliste et de lancer le processus constituant ;

2) nous sommes partisans d'un parti anticapitaliste clairement et ouvertement révolutionnaire, comme bien d'autres, et voulons donc en convaincre progressivement les participants au processus, même s'ils ne sont évidemment pas tous d'émblée révolutionnaires ;

3) comme le débat et le combat politique concernant la nature de ce parti ne seront pas tranchés en quelques mois (même si le congrès de fondation constituera un premier moment décisif à cet égard), et comme nous sommes pour notre part partisans du programme historique de la IV^e Internationale, nous estimons qu'il faudra y constituer, avec tous ceux qui le voudront, un courant clairement et ouvertement communiste révolutionnaire, puisque le NPA est supposé devenir un parti démocratique et reconnaissant le droit de tendances et de courants publics ;

4) jusqu'au congrès de fondation, les militants CRI participent aux comités NPA, y défendent leurs analyses et propositions dans le cadre de l'ordre du jour des réunions et des règles collectivement fixées, tout en continuant de faire vivre le Groupe CRI en tant que tel (réunions, recrutement, publications - incluant le droit inconditionnel à la critique de la politique d'autres courants ou organisations, y compris la LCR, la FLO et la GR) ; c'est ce que font également la Fraction de LO, la GR et même la LCR jusqu'à présent ;

5) tout comme la Fraction de LO et la GR, et bien que nous soyons acteurs à part entière du processus constituant, nous ne pouvons nous engager inconditionnellement à ce stade à participer au NPA après le congrès de fondation : tout dépendra du programme et des autres prises de position adoptés par celui-ci, de la dynamique du processus et tout particulièrement de son caractère réellement démocratique ou non, notamment de la reconnaissance effective ou non du droit de tendances et de courants publics. C'est d'ailleurs ainsi que raisonnent également des centaines d'autres participants non-LCR au processus constituant.

MILITANTS OUVRIERS, TRAVAILLEURS, JEUNES RÉVOLTÉS QUI PARTICIPEZ AU PROCESSUS NPA, CE PARTI SERA CE QUE NOUS EN FERONS COLLECTIVEMENT !

**DÉFENDEZ LE PROGRAMME ET LES IDÉES COMMUNISTES DANS VOS COMITÉS :
POUR UN NPA CLAIREMENT ET OUVERTEMENT RÉVOLUTIONNAIRE !**

**COMBATTEZ POUR QUE TRIOMPHENT LES PRINCIPES DE LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE :
CONTRE LES EXCLUSIONS POUR DÉLIT D'OPINION RÉVOLUTIONNAIRE,
POUR LE PRINCIPE DES DÉLÉGUÉS MANDATÉS,
POUR LE DROIT À L'EXPRESSION ÉCRITE ET ORALE DE TOUS,
POUR LE DROIT DE TENDANCES ET DE COURANTS PUBLICS !**